

Globethics Repository

The logo for Globethics, featuring the word "Globethics" in white, sans-serif font centered within a solid blue rectangular background.

La science en quête d'humanité

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see <https://www.globethics.net>. Data and content policy of Globethics Repository see <https://repository.globethics.net/pages/policy>.

Item Type	Article
Authors	Parizeau, Marie-Hélène
Publisher	Congrégation Notre Dame
Rights	Creative Commons Copyright (CC 2.5)
Download date	2026-07-03 18:59:21
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/186315

Entrevue

Marie-Hélène Parizeau

La science en quête d'humanité



C. HAYEUR / AGENCE STOCK

À quoi sert une avancée technologique? Quels sont les risques de telle technique? Entraînera-t-elle des problèmes de santé irréversibles, des conséquences environnementales catastrophiques? Agit-on pour le bien public ou pour le profit d'un petit groupe? Quel genre d'humanité est-on en train de construire?

Toutes ces questions passionnent Marie-Hélène Parizeau, professeure à la Faculté de philosophie de l'Université Laval et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en bioéthique et éthique de l'environnement.

De son propos sensible émanent un portrait critique de la modernité et un certain espoir que l'on débâte enfin en profondeur des problèmes éthiques soulevés par la science.

La science est-elle bienfaitrice de l'humanité ou de plus en plus porteuse d'insécurité collective ?

On répondra différemment à cette question selon que l'on se trouve en Occident ou ailleurs, c'est-à-dire en dehors de l'Amérique et de l'Europe. Par l'Occident, je désigne ici les pays qui ont développé la science et les institutions, nourri une certaine conception des droits humains, encouragé la laïcité et le pluralisme des valeurs. Toutes ces caractéristiques modèlent notre société et notre façon d'appréhender le monde.

Si l'on remonte le cours du temps, on constate que l'Occident a d'abord perçu les avantages de la science et de la technique. Pensons à certaines avancées du XIX^e siècle comme le train, le télégraphe ou les découvertes de Pasteur. Ces percées laissent alors une impression d'essor très positif de la science. Cette dernière est en effet associée au progrès. On bénéficie de meilleures conditions d'hygiène. On éloigne les maladies. On améliore l'organisation sociale. Les modes de vie se modernisent.

En revanche, la science donne aussi lieu à des perceptions négatives. L'effet de la modernisation entraîne l'exode des campagnes, par exemple. La société est davantage axée sur la production. Puis survient le drame d'Hiroshima. La première bombe atomique entraîne quelque 140 000 personnes dans la mort. À mon avis, la conscience de l'ambivalence de la science coïncide avec cet événement. Dès lors, la science devient moins neutre qu'elle en avait l'air. Elle rime avec progrès, certes, mais elle est aussi synonyme d'exploitation, d'appauvrissement, d'urbanisme échevelé, de

déshumanisation. À partir des années 60 en effet, on s'aperçoit que ce que l'on gagne sur le plan du confort et de la qualité de vie, on le perd sur le plan de certaines valeurs. D'autres éléments expliquent aussi cet éveil des consciences par rapport à l'ambivalence de la science. Pensons au contexte politique : la libération des colonies, la guerre froide.

RND

Les problèmes environnementaux n'ont-ils pas aussi contribué à cet éveil ?

Tout à fait, et il faut dire que les exemples de catastrophes n'ont pas manqué : l'explosion d'un réacteur à Tchernobyl, l'accident nucléaire de Three Mile Island, l'échouage de grands pétroliers provoquant des marées noires dévastatrices, les explosions chimiques de Bhopal et de Toulouse. Au-delà de ces fléaux, des phénomènes éveillent aussi de l'inquiétude. Je pense par exemple au transgénisme, ce qu'on l'on appelle les OGM. Nous nous interrogeons de plus en plus sur la pertinence de cette nouvelle technologie. Nos sociétés ont également mis en place des mécanismes régulateurs qui collent de plus en plus près au développement des sciences et des techniques, afin d'encadrer davantage l'utilisation de cette technique et d'évaluer les risques.

Enfin, en ce début de XXI^e siècle, la multiplication des problèmes environnementaux nous rend encore plus inquiets au regard de la science. Nous savons que les nouvelles technologies sont de plus en plus puissantes et qu'elles peuvent engendrer des risques à la hauteur des espoirs qu'elles portent. Nous sommes conscients de la grande fragilité de la



J.-M. VILLENEUVE

En ce début de XXI^e siècle, la multiplication des problèmes environnementaux nous rend encore plus inquiets au regard de la science.

RND

Comment les non-Occidentaux voient-ils la science ?

Du côté des non-Occidentaux, la science et la technique sont perçues de manière bien différente. Personnellement, je suis engagée dans la coopération internationale au Moyen-Orient, au Liban plus précisément. Dans ces pays que l'on dit « en développement », les Occidentaux ont fait accepter la modernité. Par la colonisation, ils ont imposé un certain rapport à la science et à la technique. Pour les non-Occidentaux, la science renvoie ainsi aux armes par lesquelles ils ont été colonisés. Si la science est vue comme une puissance de construction chez les Occidentaux, elle est perçue comme une puissance de destruction du côté des non-Occidentaux. Voilà une distinction de taille entre les deux mondes.

La façon de voir la science hors de l'Occident est finalement plus négative que celle des Occidentaux. Notre idéologie de la science repose davantage sur les bénéfiques que l'on retire des avancées : eau courante, électricité, ordinateurs, voitures, etc. Bien sûr, nous portons un certain poids des risques associés à la technologie et nous manifestons davantage d'inquiétude mais, globalement, notre attitude par rapport à la science s'avère plutôt positive.

planète face au pouvoir de plus en plus marqué de la science contemporaine. Par ailleurs, nous nous montrons un peu plus critiques à l'endroit de certaines réalités. Prenons l'exemple de la lutte contre le cancer. Dans les années 60, tous les espoirs étaient permis par rapport aux efforts déployés en vue de vaincre cette maladie. Quarante ans plus tard, on constate bien sûr certains progrès. Cependant, notre compréhension des formes de cette maladie a relativement peu évolué dans les traitements, pas plus que notre compréhension intime des mécanismes du cancer. En somme, notre perception de la science a quelque peu changé avec le temps.

On entend de plus en plus parler des banques d'ADN. Que doit-on penser de la création de celles-ci ?

À mon avis, il faut montrer beaucoup de prudence à l'égard de cette question. Campons d'abord le paysage. D'un côté, il existe des banques d'ADN, c'est-à-dire des banques constituées à partir de prélèvements de tissus, généralement du sang. De l'autre, il y a des banques de données, soit de l'information sur le dossier médical, sur les habitudes de vie, sur les profils psychosociaux, etc. Ces deux types de banques peuvent être croisés. Ainsi, la médecine a évolué en partie grâce à des banques épidémiologiques dont on garantissait l'anonymat. On constituait des banques extrêmement précises sur les habitudes des individus, mais on mettait tout en œuvre pour préserver la vie privée des gens.

Le problème, aujourd'hui, c'est que la génétique a conduit à une vision prédictive. Grâce à certains tests sanguins, on peut en effet prédire l'apparition de problèmes de santé. La lecture des gènes confirme ainsi le fait d'être malade, d'être porteur d'une maladie ou d'être susceptible de contracter une maladie. Rappelons que la génétique humaine s'est développée à partir du diagnostic prénatal. On voulait aider les gens porteurs de maladies à avoir malgré tout des enfants. Pour ce faire, on a mis au point des tests pour détecter si l'embryon ou le fœtus était atteint. On était prêt moralement à laisser ces parents choisir entre l'avortement ou la naissance d'un enfant atteint d'une maladie génétique grave, voire mortelle. Évidemment, cette approche a soulevé beaucoup de questionnements dans les années 70. Était-il admissible de

faire le sacrifice d'un enfant gravement malade, sous prétexte que sa courte vie se résumerait à d'insupportables souffrances ? Tel est d'ailleurs le drame de la médecine génétique. Aujourd'hui encore, on identifie la maladie et les porteurs, mais on n'offre rien sur le plan thérapeutique. Fondamentalement en effet, on a fait très peu de progrès vers la guérison depuis 30 ans.

Ainsi, le diagnostic prénatal a permis de mettre au point des tests génétiques et de faire des recoupements. Par exemple, on a constaté que l'addition de deux gènes en particulier augmentait la possibilité d'avoir un cancer du sein dans une famille. Une fois que l'on a détecté cette prédisposition familiale, on peut bien sûr faire de la prévention et assurer un suivi beaucoup plus serré auprès des personnes concernées. Toutefois, tous ces tests de susceptibilité de maladie donnent des indicateurs mais très peu de certitudes. Il faut aller plus loin et pousser la recherche à l'échelle du gène. Et pour se rendre à ce niveau micro, il faut avoir accès à des bassins de population qui accepteraient de donner des échantillons de sang et un certain nombre de renseignements sur leur santé et leurs habitudes de vie. Ces données permettraient alors de distinguer ce qui correspond à l'expression du gène et ce qui est plutôt l'expression de l'environnement. Actuellement d'ailleurs, on met tellement l'accent sur la génétique qu'on semble oublier que plusieurs maladies sont déclenchées par l'environnement. Tout ne peut pas relever de la génétique. Or, une certaine idéologie scientifique semble avoir réintroduit la notion de destin que l'on a perdue avec la déchristianisation.



Ainsi, le sort humain ne serait plus écrit dans le ciel, mais plutôt dans les gènes. À mon avis, il y a là déséquilibre.

Autre problème lié à ces banques populationnelles : la discrimination potentielle. En effet, on voit apparaître, de façon récurrente, des questionnements sur la schizophrénie, sur le gène de l'homosexualité, de la criminalité, de la dépendance à l'alcool ou aux drogues. On se demande à ce propos quelle est la part de l'environnement et celle de la génétique. Là, on quitte le terrain des maladies organiques traditionnelles pour glisser sur celui des maladies comportementales ou liées à la santé mentale. Conséquence : on ouvre la porte à des formes de discrimination sociale. Les administrateurs des banques et les scientifiques ont intérêt à réfléchir à l'utilisation ultérieure des données.

La bioéthique est d'abord une instance de dialogue. Elle construit des ponts entre les scientifiques, les groupes politiques, les entreprises privées et les acteurs des sciences humaines.

Que va-t-on en faire ? Quels types de recherche autorisera-t-on ? Selon quels critères ?

Quand vous constituez une banque populationnelle, par exemple, vous commencez à discriminer les pure laine des immigrants. Cette discrimination peut se faire sur une base ethnique ou raciale. Or, l'ethnie ou la race ne repose sur aucun fondement génétique. C'est une construction sociale, l'ethnie ! Aucun scientifique ne peut prétendre actuellement qu'il existe des gènes italiens, allemands ou japonais.

En somme, je crains que la création de banques d'ADN populationnelles puisse donner lieu à des formes de ségrégation. Comme si la génétique donnait une valeur de vérité scientifique à une discrimination qui correspond à une construction sociale contre laquelle il faut justement lutter. Par exemple, nous n'avons aucune raison de croire que les gens du Lac-Saint-Jean, les Amérindiens ou les membres de la communauté haïtienne de Montréal sont porteurs de plus de maladies que d'autres groupes. La génétique, on le sait, a un passé assez lourd. En son nom en effet, on a stérilisé des gens, sans parler de l'holocauste. Il y a donc lieu de craindre le lien entre la science, les préjugés, les discriminations et les formes de racisme. Personnellement, je crois que les banques comportent un intérêt scientifique, mais il faut prévoir toutes les formes de risques au regard de telles avancées pour pouvoir les écarter. Sur le plan éthique, il conviendrait par exemple de pousser la réflexion sur l'utilisation ultérieure des banques. Pour l'heure, les garde-fous manquent et la porte reste ouverte à des recherches plus ou moins acceptables.

RND

Quel rôle devrait jouer la bioéthique au regard des percées scientifiques ?

Pour moi, la bioéthique se révèle d'abord une instance de dialogue. Elle construit des ponts entre les scientifiques, les groupes politiques, les représentants du secteur privé, dont l'industrie pharmaceutique. Elle rallie aussi les acteurs des sciences humaines : philosophes, avocats, sociologues et anthropologues. Dans la réalité, chacun de ces spécialistes a

son objet de recherche, poursuit ses propres finalités. Le défi extraordinaire de la bioéthique consiste à réunir toutes ces personnes, à trouver un langage commun pour réfléchir à des questions fondamentales. Où s'en va-t-on avec telle ou telle avancée technologique ? Quelles sont les conséquences de ses applications ? Agit-on pour le bien public ou pour le profit d'un petit groupe ?

Outre ce lieu de dialogue entre les disciplines, la bioéthique est aussi une instance critique, un espace où l'on va au bout des scénarios, des risques et des avantages pour pouvoir prendre ensuite des décisions éclairées. Prenons le cas des OGM. S'il y a un dossier qui a été mal géré au regard de l'information, c'est bien celui-là ! Quelle idée ont eue les compagnies qui ont créé les OGM de vouloir passer ça en douce dans les populations ? Cette manière d'agir n'a entraîné que de la suspicion et des conflits. En Europe en tout cas, ce n'est pas demain la veille que les gens voudront des OGM dans leur assiette. Ainsi, le fait que peu d'études aient été réalisées pour évaluer l'impact des OGM sur la santé humaine, sur l'environnement, sur l'agriculture et sur les cultures a rendu les gens sceptiques. Cela dit, je demeure convaincue que le transgénisme, le fait que l'on puisse modifier le patrimoine génétique d'une espèce, a un intérêt évident pour les humains. Le problème, c'est que l'on n'a pas poussé la réflexion au sujet de cette technologie : pourquoi le transgénisme ? à quoi sert cette technique ? à qui profite-t-elle ? quels sont les risques ? On commence seulement à poser ces questions. Or, le débat a tellement été mal posé au point de départ que les pour et les contre se

sont cantonnés dans leurs positions respectives et qu'on ne dispose plus d'un espace public raisonnable. Résultat : le citoyen moyen éprouve des difficultés à porter un jugement éclairé sur les OGM, tant l'information est contradictoire et les opinions polarisées.

Pour moi, la bioéthique devrait permettre d'éviter ce type d'écueil. Elle doit, au contraire, favoriser les discussions approfondies où l'on peut débattre des percées technologiques qui touchent autant l'humain que l'environnement et la nature. Elle doit également demeurer cette instance critique qui a pour mission de faire la lumière sur des enjeux importants pour l'avenir.

RND

La réflexion éthique s'appuie-elle sur des valeurs, des principes ou des lois ?

Cette question mérite aussi que l'on distingue la réalité des pays occidentaux de celle des pays non occidentaux. Ici, nous vivons dans une société moderne. Et qui dit moderne dit rupture avec les traditions. De fait, la modernité s'est construite en réaction à la puissance de l'Église et a opposé la raison scientifique contre la foi. En somme, la modernité se caractérise par le fait que le champ de la vérité appartient à la science et non plus aux croyances. Ainsi, dans notre espace public laïque, ce qui est vrai s'avère scientifique. On a aussi invalidé l'argument de la tradition. Dans les pays non occidentaux, on se situe complètement à l'opposé de cette logique. Les traditions y sont omniprésentes. Chaque individu choisit ses valeurs et cherche des réponses à l'intérieur de sa religion et de ses traditions. Dans ce contexte, la façon de

traiter les questions éthiques est tout à fait différente.

Ici, comme on a rejeté les traditions, on a dû reconstruire des valeurs sociales communes. On s'est donné comme assise l'État de droit. C'est l'instance juridique qui règle les différends. Quand le tribunal porte un jugement, il essaie de s'appuyer sur les consensus sociaux qui s'expriment par le politique et que la loi vient traduire dans les comportements sociaux communs. Comment construit-on des valeurs sociales communes ? En s'appuyant sur les droits de l'homme et sur deux valeurs essentielles : la liberté de l'individu et l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Cela signifie que le juridique devient la seule source de normes communes, d'où l'envahissement législatif que l'on connaît. Or, le droit ne peut répondre à tout. On ne peut édicter des règlements pour tous les comportements du quotidien.

Pour illustrer cette situation, je comparerais la loi au plancher. On prend assise sur ce plancher. L'éthique représente le plafond. Entre les deux se situe la vraie vie. Dans cet espace, chacun est porteur d'idéaux et de valeurs. Pour les uns, ce sera l'argent. Pour les autres, ce sera l'honneur, la liberté, le bonheur ou la justice. Chacun est donc animé par un certain nombre de valeurs qu'il essaie de traduire dans sa vie de tous les jours. C'est en effet au quotidien que s'exprime la vie morale. Et la vie morale correspond à une réflexion à la fois sur les valeurs et à l'action. On ne peut être moral seulement en pensée. Si je choisis d'être fidèle à une amitié, par exemple, je vais agir en conséquence.



Ainsi, dans notre société, nous sommes toujours à la recherche de valeurs communes. Nous tentons sans cesse de les construire et de les déconstruire. C'est le propre de la modernité d'être dans ce mouvement perpétuel. Notre espace social manque de repères, de valeurs communes, et il est de plus influencé par les modes. Or, cette quête incessante de repères peut mener à une sorte de relativisme moral où tout est égal, où tout se vaut. Ou encore, pire, au nihilisme où plus rien n'a de valeur, où toutes les démissions, toutes les dérives et tous les excès sont possibles. À mon avis, cette incapacité à repérer les valeurs dominantes dans la société constitue le drame de la modernité.

Le chercheur a la responsabilité morale d'exercer son jugement d'expert, mais aussi de citoyen par rapport à l'impact des avancées scientifiques.

RND

Quelle est la responsabilité du chercheur envers la société ?

Les scientifiques devraient être présents à double titre dans la société : comme chercheurs dans leur champ de compétence et comme citoyens en tant qu'individus engagés dans la communauté.

J'ai beaucoup d'admiration pour les grands scientifiques qu'ont été Marie Curie, Louis Pasteur, Albert Einstein.

C'est extraordinaire ce que ces personnes ont réussi à découvrir, à connaître. Quelle pénétration de l'esprit humain dans la connaissance universelle ! Le problème, aujourd'hui, c'est qu'on ne fait plus la recherche de la même façon. La science est devenue de plus en plus technique et de plus en plus arrimée aux impératifs économiques. En d'autres termes, les grandes compagnies dictent souvent aux scientifiques les objectifs de recherche et les gouvernements sont complices de cette façon d'agir. Dans un article, j'ai déjà démontré cette démission du politique et l'arrimage des critères dans les subventions avec les intérêts des entreprises privées.

Ce changement dans le paysage scientifique entraîne pour les chercheurs une perte de liberté. Ainsi, il devient extrêmement difficile de faire de la recherche fondamentale dans certains secteurs qui obtiennent des miettes en subventions. Les scientifiques qui souhaitent aller contre le courant dominant sont priés de rentrer dans le cadre pour avoir droit à leur part du gâteau. On les encourage d'ailleurs à devenir des scientifiques entrepreneurs, c'est-à-dire des professeurs le matin et des chercheurs l'après-midi. À cet égard, il faut remettre en question l'allégeance des scientifiques, car les risques de manque d'intégrité et de conflit d'intérêts sont bien réels.

Ainsi, le chercheur doit être conscient de sa dépendance par rapport au financement privé et exercer, dans ce contexte, son jugement de scientifique. Il dispose en effet d'un véritable pouvoir au regard de l'objet de recherche. Un pouvoir qui pourrait l'amener à refuser d'emprunter certaines avenues trop risquées ou inutiles.

Le chercheur a cette responsabilité morale d'exercer son jugement d'expert, mais aussi de citoyen par rapport à l'impact des avancées scientifiques. Cette découverte servira-t-elle l'humanité ? Donnera-t-elle lieu à des conséquences environnementales catastrophiques ? Permettra-t-elle seulement à une entreprise de percer dans un domaine ? Telles sont les questions auxquelles le chercheur doit répondre.

Par ailleurs, le scientifique assume aussi le rôle de relais d'information dans la société. Dans la mesure de ses capacités, il a en effet le devoir d'informer les gens sur les percées technologiques. Malheureusement, on lui accorde très peu d'écoute dans les médias. Nous vivons dans une société hautement technique, mais la couverture médiatique concernant la science et la technologie s'avère plutôt modeste. On ne fait rien pour que le citoyen puisse exercer son jugement critique sur ces questions. Comme si l'on avait décidé que la science était trop compliquée et que ces enjeux-là se décidaient ailleurs. Pourtant, les problèmes environnementaux se multiplient et nous serons de plus en plus appelés à nous prononcer sur les moyens d'y faire face. Les changements climatiques, la perte de la diversité biologique, la déforestation ne sont que quelques exemples de sujets impliquant des choix sociaux. Or, il faudrait que les citoyens aient accès à cette information pour pouvoir prendre position.

RND

Quel rôle le citoyen peut-il jouer au regard des problèmes éthiques soulevés par la science ?

À l'instar des scientifiques, le citoyen joue aussi un rôle important dans les

Problèmes universels, réponses planétaires ?

L'UNESCO, sigle anglais de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, travaille actuellement à l'élaboration de normes universelles en bioéthique afin de mieux baliser la recherche sur le vivant. Le Comité international de bioéthique (CIB), organisme mandaté pour réaliser ce travail, est présidé, depuis novembre 2002, par la Québécoise Michèle Stanton-Jean. Le CIB est composé de 36 membres provenant d'autant de pays et d'horizons professionnels différents (avocats, médecins, philosophes, anthropologues, chercheurs, etc.). Plusieurs moyens de consultation ont été mis en place afin de connaître l'opinion des pays membres, des organisations non gouvernementales, des organisations gouvernementales internationales et des comités nationaux d'éthique.

Les résultats de ces travaux – qui prendront la forme d'un projet de déclaration universelle – seront présentés à la Conférence générale de l'UNESCO de 2005. Les nouvelles normes devront être respectueuses de la diversité des croyances et du pluralisme culturel. Le défi est grand, on s'en doute. Michèle Stanton-Jean confirme : « La tâche est colossale. Mais un dénominateur commun nous réunit : empêcher les pratiques indignes, contraires aux droits humains et aux libertés fondamentales, tout en profitant des progrès formidables de la science. De plus, nos discussions se déroulent toujours dans le plus grand respect. Il faut se rappeler que la bioéthique, c'est essentiellement cela, un espace de discussion, de débat. »

La Déclaration sur des normes universelles en matière de bioéthique que produira le CIB inspirera les pays membres dans la rédaction de leurs lois, de leurs règlements et de leurs politiques en cette matière.

La future déclaration s'ajoutera à deux autres documents importants que le CIB a déjà produits pour la formulation de principes universels en bioéthique, à savoir : la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme, adoptée par l'ONU en 1998, et la Déclaration internationale sur les données génétiques humaines, adoptée à l'unanimité par la 32^e session de la Conférence générale de l'UNESCO le 16 octobre 2003¹.

RND

1. On peut trouver tous les documents produits par le Comité international de bioéthique à «www.unesco.org».



Il faut retrouver collectivement une certaine soif de vivre et de transmettre quelque chose aux générations futures.

débats entourant les percées technologiques. Il peut exercer des pressions là où c'est requis, sur le plan politique, ou de son environnement, par exemple. Dans les faits, on peut éprouver un sentiment d'impuissance incroyable devant l'ampleur des problèmes de développement. Mais ce n'est pas une raison pour baisser les bras. Il faut procéder à une plus petite échelle, s'organiser, créer des groupes. Prenons le cas de ces citoyens qui contestent le projet du Suroît d'Hydro-Québec. Ces personnes ont décidé qu'elles ne se laisseraient pas faire et qu'elles feraient partie du débat.

Je crois qu'il faut retrouver collectivement une certaine soif de vivre et de transmettre quelque chose aux

générations futures. La catastrophe n'est pas un destin. Il faut cesser de se regarder le nombril, d'assister en spectateur aux problèmes de la société. Au contraire, il faut développer une conscience citoyenne qui doit passer par une prise de conscience éthique et des moyens d'action. Bien confinés dans le matérialisme, nous avons perdu cet élan contestataire qui animait les grands débats des années 70. Pourtant, nous avons de bonnes raisons de défendre nos idées et de discuter de l'avenir de notre progéniture. La force d'une société n'est-elle pas cette capacité de se projeter dans le futur?

Or, nous formons une société de l'instant. En plus, avec cette idéologie de la terreur que les Américains propagent depuis 2001, nous sommes en train de perdre ce goût de croire à la vie. Notre société n'a rien à gagner à ressembler à un château fort ou à un nid d'aigle imprenable. En tant que citoyens, nous devons réagir collec-

tivement à ce monde imposé, nous battre pour les choses qui nous portent dans la vie. Que ces choses aient pour noms *amour*, *amitié*, *solidarité*, *égalité* ou *liberté*. Voilà ce qu'est la pensée libre. Ainsi, à titre de citoyens dans une société technique, nous n'avons pas le droit de rester passifs. Ce serait courir à notre perte.

RND

Peut-on parler d'éthique sans aborder la question du sens de l'humain ?

Voilà deux choses intimement liées ! Pour moi, en effet, la bioéthique correspond à une réflexion critique sur le développement des sciences et des technologies en lien avec notre façon de concevoir l'être humain. La question se pose : quel genre d'humanité est-on en train de construire ?

En éthique médicale, par exemple, on revient souvent avec l'idée que le développement des techniques mène à la déshumanisation. On semble avoir perdu le sens de ce qu'est une personne. Or, l'être humain n'est pas seulement un amalgame d'organes. C'est un corps et un esprit, et surtout pas un numéro. Je crois qu'il y a là matière à réflexion. Ce sont les petits gestes de tous les jours qui peuvent humaniser la médecine : prendre le temps d'écouter, se rendre disponible à l'autre.

En éthique de l'environnement, la question se pose différemment. Quel genre de relation souhaite-t-on entretenir avec la nature ? La modernité conçoit l'être humain comme un sujet et tout le reste du monde comme des objets. Ainsi, l'objet peut être manipulé, modifié, détruit, car il n'a pas d'essence intrinsèque. On peut l'asservir de toutes les façons. On a en effet tendance à percevoir la nature

uniquement en fonction des ressources naturelles. Et tout ce qui ne correspond pas à une ressource n'a pas de valeur. Il y a là un problème de construction de notre relation à l'environnement. En agissant de la sorte, nous nous situons en dehors de la nature. Nous n'en faisons plus partie en quelque sorte. Nous nous retrouvons dans une position de toute-puissance technique envers l'environnement. Naît alors une fausse impression de domination de la nature et de maîtrise du réel.

Parallèlement à cette conception à remettre en question, d'autres modèles émergent. Parmi eux figure celui du développement durable où l'être humain établit une relation d'interdépendance avec l'environnement. On peut utiliser la nature, mais à l'intérieur de certaines limites. On cultive d'autres valeurs comme la protection des écosystèmes et la diversité biologique, en fonction des générations futures. On prend conscience des conséquences de nos actions, de l'équilibre à respecter pour éviter de créer des problèmes irréversibles.

En somme, notre manière de reconstruire notre relation à l'autre et notre relation à la nature met en perspective une certaine façon de concevoir l'humanité. Bien sûr, le travail à accomplir est colossal. Il faudra encore beaucoup de petits gestes. Personnellement, je crois qu'on ne pourra pas se contenter simplement d'une action morale individuelle. On aura besoin de solidarité, de manifestations de groupes de pression et, surtout, d'actions politiques pour que notre espace public devienne un lieu propice pour débattre des grandes questions éthiques. La suite du monde n'en vaut-elle pas la peine ? ■